

2 Politique

11^e congrès ordinaire avancé du PDG

Dans un contexte explosif !

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

La hiérarchie du Parti démocratique gabonais (PDG) et ses militants seront en conclave, à partir d'aujourd'hui, au stade d'Angondjé. Ces assises vont se dérouler dans une ambiance plutôt inédite : jamais un congrès du PDG n'avait été précédé par la création officielle d'une "sensibilité", de la même nature que ceux dissous en son temps par le président du parti, conformément aux statuts. Cela, malgré le fait que toute formation politique moderne ne peut s'empêcher d'avoir des courants en son sein, preuve d'une vitalité nourrie par le débat contradictoire. Cette nouvelle donne serait-elle annonciatrice du renouveau du parti au pouvoir ? C'est sans doute là l'un des enjeux du présent congrès.

PREVU d'abord pour être extraordinaire, le congrès du Parti démocratique gabonais (PDG) qui s'ouvre, aujourd'hui, pour durer jusqu'à dimanche, sera désormais ordinaire. Le onzième (11^e) du genre. Cette fois ce sera celui de la "régénération" et de la "revitalisation". Les travaux qui se tiennent au stade d'Angondjé seront ouverts par le "Distingué camarade président" du parti, Ali Bongo Ondimba. En présence des membres du secrétariat exécutif, des autres cadres du PDG et des délégués venus de toutes les provinces du Gabon. Plusieurs représentants des "partis amis et alliés", seront également là à la cérémonie d'ouverture.

Les travaux se dérouleront au sein de six commissions, chacune travaillant sur un thème précis : "politique et cadre institutionnelle"; "économie, social, culture et environnement"; "financement du parti"; "rapport PDG, autres partis et mouvements associatifs"; "marketing et communication"; et "rapports PDG/diaspora".

La particularité de ce congrès, c'est qu'il intervient dans un contexte plutôt explosif. D'aucuns n'hésitent d'ailleurs pas à dire que tout peut arriver au cours de ces assises. Cela, au regard de plusieurs faits, plutôt inédits, les ayant précédés. D'abord la sortie d'un groupe de cadres, des membres du gouvernement pour la plupart, groupe que nombreux n'ont pas hésité à assimiler au "Mogabo" que beaucoup, à tort ou à raison, avaient qualifié de "courant". Ensuite l'élection des membres des instances déci-



Le "Distingué camarade président" du PDG, Ali Bongo Ondimba, ouvre les travaux.



Eric Dodo Bounguendza sera-t-il confirmé comme secrétaire général du PDG ?

sionnelles du parti, alors que ceux-ci étaient jusque-là désignés par cooptation. Enfin, la création de l'"APR" qui se définit comme étant une "sensibilité" au sein du PDG, toute chose interdite par les statuts, même si dans le préambule desdits statuts, le débat contradictoire est recommandé.

D'ailleurs le secrétariat exécutif n'a pas manqué de tancer les initiateurs de l'"APR", les accusant d'indiscipline notoire, et les sommant à se déterminer dans les 48 heures. Dans tous les cas, le rappel à l'ordre d'Eric Dodo

ses cadres, et pas des moindres (membres du gouvernement, parlementaires, etc.) de susciter le débat contradictoire, alors que dans leur préambule, les statuts du parti pro-mettent une telle pratique ? C'est à ce niveau que d'autres renchérissement en se demandant comment le PDG peut-il se "régénérer" et se "revitaliser" sans admettre les courants en son sein ? De même, poursuivent-ils, les courants sont-ils forcément nuisibles au parti, alors qu'ils permettent la diversification des idées ?

Tout compte fait, toutes ces interrogations qui animent les esprits des congressistes, ajoutée à cela la volonté manifeste du "Distingué camarade président" à réformer le parti, présagent déjà de l'ambiance qui va régner tout au long de ce congrès qui, étant ordinaire, ne prévoit pas la révision des statuts. Surtout au moment où certains se demandent toujours quelle suite a été donnée aux différents recours issus des élections des membres du Bureau politique lors des Conseils provinciaux...

Peut-être que la tonalité des échanges au cours de ces assises suscitera la convocation d'un congrès extraordinaire consacré, lui, à la révision des textes. Mais ça, c'est un autre débat.



Les "Pédégistes" appelés à contribuer à la "régénération" et la "revitalisation" de leur parti.

Editorial

Aux grands maux, les grands remèdes !

Lin-Joël NDEMBET

Libreville / Gabon

A l'heure où le Parti démocratique gabonais tient son congrès dans la commune d'Akanda, moult interrogations se posent sur l'avenir de cette formation politique et surtout sa capacité à se régénérer et à engager le pays vers l'Émergence à l'horizon 2025.

Dans la conscience collective, ces préoccupations maintes fois exprimées se fondaient sur l'impression d'un parti essoufflé, affaibli, empêtré dans les divisions nées des guerres de leadership, batailles de clochers auxquelles se livrent plusieurs de ses cadres. Un parti au sein duquel beaucoup trouvent peu d'espace de liberté. Et qui, comble de malheur, ne cesse de s'enfoncer dans les errements de son appareil exécutif, incapable de mettre fin aux clivages et ramener la sérénité dans les rangs des militants gagnés par l'incertitude des lendemains.

Face à cette situation pour le moins préoccupante au sein du parti au pouvoir, la volonté de son président de trouver des grands remèdes aux grands maux profonds qui rongent cette formation politique à travers le renouvellement des figures s'avère salutaire pour sauver le parti frappé par la sclérose et l'arthrose qui ont fini par le clouer sur une chaise roulante. Si cette consultation populaire inédite en soi, inscrite dans « la revitalisation et la régénération » qui sous-tendent l'action future du PDG, ne s'est pas faite sans douleur, elle a, néanmoins, permis une recombinaison des instances décisionnelles locales.

Elle n'apparaît pas moins, à plusieurs égards, comme une avancée qui participe de l'ambition claire et ferme d'Ali Bongo Ondimba, d'accorder bien plus que par le passé, à la base militante de larges pouvoirs lui permettant de désigner la nouvelle classe d'hommes et de femmes politiques en charge de la gestion du parti dans les différentes localités. Et, naturellement, attachés à des valeurs et vertus conformes à la vision politique du président de la République.

Toutefois, bien que la léthargie et les bégaiements du parti de masse proviennent des structures même du parti, cette nouvelle impulsion imprimée ne saurait s'accommoder des us et coutumes d'une époque bien révolue ainsi que des pratiques nuisibles encore bien ancrées dans les cercles de décision du PDG. Où règnent trop souvent, à dessein, une confusion des rôles, une application à géométrie variable des statuts et règlement intérieur et bien d'autres griefs.

En somme, il s'agit pour l'ex-parti unique de comprendre que le changement d'hommes ne constitue pas une fin en soi, si cette élite dirigeante ne rompt pas avec les comportements blâmables ayant pour noms favoritisme, clientélisme, copinage, baronnie, tribalisme, etc qui ont ruiné les efforts de tous. Que ce soit dans les cellules de base, le secrétariat exécutif, comme dans les instances fédérales.

D'où, l'urgence de revisiter les textes, au mieux, les appliquer scrupuleusement de sorte que ceux chargés d'assister le chef du PDG dans ses fonctions, évitent d'accaparer des pouvoirs qui ne sont pas les leurs, comme c'est le cas, jusqu'alors. Ouvrant ainsi une véritable source de conflits inutiles.

Aussi, au moment où l'action politique exige débats et autres initiatives fortes et cohérentes, il faut du courage pour changer et améliorer en trouvant les remèdes les plus efficaces possibles aux problèmes qui annihilent l'action de cette formation. De ce fait, loin des tergiversations, des craintes, il est plus que nécessaire de libérer la parole, tout en encadrant plus sérieusement les courants de pensées et d'idées. Ce, d'autant qu'ils peuvent aussi aider à la prise de la bonne décision politique. Le PDG ne saurait donc rester statique, il faut le réformer. Ne pas le faire, en continuant à restreindre le champ d'action des élites, c'est encourager davantage la création d'associations échappant au contrôle du parti, avec des effets contraires à ceux recherchés pour la « revitalisation » et la « régénération » chères à l'exécutif de la principale force politique du pays.